

Message du Président Kayibanda a l'occasion du 1^{er} mai 1964

Mes chers concitoyens,

L'activité de l'Afrique au cours de ces semaines Nous donne en ce premier mai l'occasion de faire cette déclaration à laquelle Nous attachons dans le présent comme pour l'avenir une importance d'autant plus considérable que beaucoup de ses éléments représentent des réalités qui Nous sont chères.

VISAGE DE L'AFRIQUE

Trois principaux signes marquent le visage de l'Afrique et influent sur la vie nationale de chacun des Etats africains.

— Il y a cette activité internationale à laquelle l'Afrique se livre avec un enthousiasme aussi jeune que réaliste; on la remarque dans les différentes réunions, dans les conférences à des niveaux divers; dans la concrétisation toujours plus précises des ordres du jour de ces réunions. L'UAMCE se réunit, l'OUA se réunit. Après Addis-Abéba c'est Cotonou, Dar-es-Salaam, Lagos, Tananarive, Dakar, qui réunissent les Ministres ou les Chefs d'Etat, dans parler des Commissions d'experts qui étudient des problèmes aussi divers, complexes, qui sont nécessaires à la promotion de l'Afrique.

On aborde les relations internationales, le problème des télécommunications, les problèmes que posent le Développement économique ou la formation des cadres nationaux.

Certaines Conférences commencent même à voir l'Afrique dans ses réalités de chaque jour. on se penche sur les problèmes concernant le Développement communautaire et la promotion des masses et ceux relatifs à la Subversion tenue par des intérêts étrangers, ceux concernant les néocolonialismes de tendances idéologiques, ou l'exploitation économique, ceux relatifs aux nécessités d'une coopération entre Etats, qui répondent aux besoins réels de l'Afrique actuelle.

Toute cette activité devait marquer l'Afrique indépendante et soucieuse

de jouer son rôle dans l'Histoire contemporaine.

— Il y a en second lieu le régime de l'Assistance extérieure sous toutes ses formes; en particulier l'assistance technique.

Cette assistance est nécessaire étant donné l'état du développement actuel de l'Afrique, vu les conditions dans lesquelles chaque Etat a accédé à son Indépendance, vu aussi la nécessité de réaliser l'équilibre de l'Histoire contemporaine de l'Humanité.

Mais l'assistance extérieure pose aussi des problèmes d'importance capitale dans une Afrique qui se veut authentique et qui tient à apporter sa contribution à l'Histoire du Monde d'aujourd'hui.

Il s'agit certes d'être réaliste et d'utiliser un régime imparfait mais inévitable; il s'agit de dégager et d'émanciper la volonté africaine, il s'agit que ce soit les leaders africains qui dirigent réellement l'Afrique et non un Paternalisme intéressé et subtilement camouflé sous le manteau nécessaire de l'Assistance extérieure; il s'agit, aussi sans se laisser manœuvrer par un néocolonialisme étudé, de faire la part due à l'intérêt légitime des pays assistants.

Ce phénomène de l'Assistance extérieure qui est le régime général du Tiers-Monde, marque particulièrement l'Afrique contemporaine toute entière. S'il n'est pas orienté de manière à servir l'Afrique, l'Afrique en sera asservie.

— Le troisième signe qui marque le visage de l'Afrique contemporaine, ce sont les sollicitations dont l'Afrique actuelle est l'objet. Les divers « Blocs », les différentes idéologies, les divers régimes socio-économiques se disputent la conduite de l'Afrique. Chacun de ces groupes dresse la carte de son Afrique, pointe ses positions stratégiques, ses centres de rayonnement; chacun de ces groupes a ses moyens d'actions: l'un procède délicatement, l'autre emploie la force, l'un utilisera la corruption et la subversion à l'intérieur; l'un agira par voie diplomatique, l'autre incarnera ses missionnaires dans la vie même des organes nationaux, l'un feindra

aller sans discuter dans le sens des résolutions des Conférences africaines, l'autre prétendra aider les Africains à s'orienter suivant des méthodes « vraiment » techniques; l'un travaillera d'archepied à la dislocation et à la chute des équipes gouvernementales qu'il n'arrive pas à régenter, l'autre s'y fera des amis et des complices; l'un feindra ne pas s'entendre avec l'autre et les deux se seront partagés le programme de nauyotage.

Mais tous sollicitent l'Afrique à être un séide utile et toujours obéissant, contrairement à la volonté des amis de l'Afrique.

Voilà schématiquement décrits les trois signes qui marquent l'Afrique contemporaine. Ils posent des problèmes aux Leaders africains.

NOTRE LOI FONDAMENTALE

Comme réaction en face de cet état africain des choses, le Président et le Gouvernement Rwandais poursuivent leur programme dont la loi fondamentale reste toujours le relèvement des niveaux de vie des masses populaires rwandaises ouvrières et surtout paysannes, ainsi que la promotion d'une coopération concrète et fraternelle entre les Peuples.

Cette loi que nous avons donnée à Notre Action, Nous est chère et reste à la base de toutes nos activités tant sur le plan intérieur que sur le plan international. Elle commande toutes nos démarches tant sur place que dans les organismes de l'UAMCE, dans ceux de l'OUA et dans ceux de l'ONU.

Cette loi commandera toutes nos relations diplomatiques ainsi que notre attitude envers les Ex-seigneurs féodaux émigrés lors de la Révolution socio-politique qui a libéré le Peuple Rwandais en 1959-1960.

Tout en condamnant publiquement et sans aucune équivoque toute atteinte à la vie et aux biens de chacun des citoyens, Nous restons fidèles à l'idéal de démocratie et de liberté qui a présidé au Mouvement hutu pendant la révolution de 1959.

Dans la poursuite de notre objectif, nous restons socialistes : c'est-à-dire que voulant valoriser davantage le sens coopératif africain, respectueux d'une liberté disciplinée, poursuivant l'établissement d'une démocratie authentique à tous les plans de la vie nationale, nous voulons l'élévation du standing de la matérielle, spirituelle et sociale des populations, ouvrières et paysannes de notre Pays; c'est-à-dire que l'Etat réglementera le Capital de manière que celui-ci rende à la Communauté Nationale le maximum de son rôle social, au sens plein, moderne et dynamique du terme, c'est-à-dire que l'Etat s'efforcera, avec le Budget dont il peut disposer, d'organiser le plus possible de Services publics, pour la promotion réellement démocratique de la Communauté Nationale, en nous réglant sur les exigences du parti national et sur les droits fondamentaux de la personne humaine.

C'est pour cet objectif que Nous avons, dès octobre 1960, début du Gouvernement provisoire et autonome, décidé de pratiquer une politique d'austérité ou pour mieux dire, de réalisme, condamnant dans notre conduite tout luxe, toute dépense au dessus des moyens réels du Pays, toute perte de temps et d'argent dans une série de pratiques protocolaires même traditionnellement respectables, ainsi qu'en ajustant tous les traitements aux ressources réelles de la Caisse publique.

C'est dans le souci de promouvoir sur des bases démocratiques le standing des masses populaires que Nous avons, tout en structurant un appareil administratif pas trop lourd, consacré tous nos efforts à l'avancement d'une Economie autonome, et d'une infrastructure technique qui puisse être suffisante en tous les domaines et à tous les plans ; convaincus que ces deux réalités se tiennent se conditionnent, une économie pour la collectivité nationale étant une hypocrisie si elle ne dispose de services publics jouissant de bonnes conditions.

Notre Message du 1^{er} mai 1963 et nos différentes Instructions adressées à l'Administration du Pays, précisant et déterminant le côté pratique de ce Message, les différentes Initiatives du Gouvernement Rwandais au cours de l'année écoulée, marquent notre volonté socialiste au sens non démagogique de la Réalité Socialiste.

C'est pour atteindre notre objectif que Nous nous sommes, en fin de compte résignés à résilier les accords de coopération avec l'Etat rundi, à qui nous assurons une fraternité à laquelle Nous tiendrons de toutes nos forces.

C'est pour atteindre l'objectif National, que Mon Gouvernement étudie aujourd'hui les formules de coopération économique et technique avec les Pays limitrophes : l'Uganda, le Congo le Burundi, le Tanganyika, et veut faire à ces derniers des propositions concrètes d'une coopération réaliste en ce qui concerne notamment les relations commerciales et la collaboration du système monétaire africain.

C'est pour arriver à cette élévation du standing des populations du Pays que Nous n'avons cessé de promouvoir le souci de la paix et de la tranquillité en Afrique, le souci d'une indépendance réelle dans les domaines économiques et idéologiques et celui de la formation des cadres socio-techniques, et que Nous invitons non seulement tous les Pays africains mais tous les Etats du Tiers - Monde à s'entendre sur un statut standard du régime de l'Assistance extérieure, technique et financière.

C'est pour cet objectif que nous ne cesserons de condamner toute ingérence des forces économiques, politiques ou idéologiques étrangères qui soutiennent des luttes armées, qui financent les terrorismes ou la Subversion en Afrique et qui aboutissent ainsi à des guerres fratricides, lesquelles distraient des populations entières du souci de leur développement ; le néocolonialisme sous quelque couleur qu'il soit, sous

quelque subtilité qu'il se sente ne sera cependant accepté par les populations autochtones.

C'est pour atteindre l'élévation du standing de vie des Masses que Nous nous refusons farouchement à toute œuvre tendant à créer des problèmes, à fomenter des conflits entre deux Gouvernements africains et que Nous voulons promouvoir une législation qui tout en tenant compte des exigences légitimes des investissements étrangers dont nous avons besoin, soit authentiquement africaine et adaptée aux réalités auxquelles l'Afrique doit faire face pour réaliser démocratiquement le progrès de ses habitants. Tout possesseur honnête et ayant le vrai sens de la solidarité humaine ne manquera pas de nous comprendre et de faire route avec Nous.

C'est pour cet objectif que Nous n'avons cessé de promouvoir l'élargissement du concept de « la Fonction Publique », et que nous demandons toujours aux membres de celle-ci non seulement d'accroître leurs compétences, mais aussi de se garder de toute manœuvre qui approche la corruption, de toute tentation à l'embourgeoisement ou à l'égoïsme. Nous considérons ces attitudes comme une trahison infame, comme une complicité au mouvement néocolonialiste. Si Nous tenons à une Fonction Publique compétente, Nous tenons aussi que dans l'Afrique d'aujourd'hui une Administration qui ne serait pas honnête, des forces de l'Ordre qui ne seraient pas correctes, une Justice qui ne serait pas d'une intégrité farouche exposent l'Afrique à retomber dans des féodalités néocolonialistes qui renient la démocratie et trahit donc aussi les masses populaires africaines.

C'est pour cet objectif que Nous devons nous battre et que Nous ne cesserons de lutter pour combattre tous les handicaps au développement démocratique des masses populaires africaines.

Parmi ces handicaps il y a lieu d'en marquer entre autres les trois suivants :

La légèreté de certains éléments égoïstes qui croient qu'une Dictature est chose facile et qui par là font preuve d'un égoïsme rétrograde et d'une ignorance totale de la maturité actuelle du Monde du XXème siècle.

Le noyautage du Régime de l'Assistance technique laquelle ne peut se laisser travailler par la subversion ou le néocolonialisme.

A propos de ces deux phénomènes, Nous nous permettons de signaler qu'il ne faudra jamais généraliser ni exagérer le danger, ni non plus rejeter injustement sur autrui les déficiences des Africains eux-mêmes.

La Subversion : les guerres de tout genre, ou de simples conflits qu'avec une légère dose de prudence, de tolérance ou de négociation on pourrait éviter.

En observant de près la carte actuelle de l'Afrique on se rendra aisément compte des moyens que met en œuvre la Sub-

version : c'est en ordre principal la fomentation des tribalismes, l'armement de réfugiés

la corruption, l'organisation
camouflée de terroristes et de
guérillas, l'égarement de l'opi-
nion des Africains par une in-
formation subtilement falsifiée.

Ce sont là des handicaps au développement démocratique et suivi; nous ne cesserons de les combattre en collaboration avec tous les Leaders et tous les vrais Amis de l'Afrique.

C'est pour assurer démocratiquement l'élévation des niveaux de vie de la population que le Gouvernement ne cesse de soutenir l'effort et l'enthousiasme de tous les habitants du

ays, d'encourager toute initiative sé-
rieuse de développement économique,
social ou culturel, et de mobiliser toute
la population de manière que la conju-
gaison de ses efforts avec la contribu-
tion extérieure réalise dans les délais

normaux les diverses étapes vers le développement que nous désirons.

UNITE AFRICAINE

C'est pour la promotion des masses populaires africaines et la promotion d'une coopération internationale effective que nous ne cesserons de nous dévouer à l'Unité africaine. L'idéal se matérialise de plus en plus. Il faut seulement accepter les unions régionales, donner le temps aux organismes spécialisés régionaux de s'élargir à la mesure de toute l'Afrique et travailler à cet élargissement.

Et pour assurer cette Unité africaine, il faut également, si nous voulons réussir, être pratiques et donc concrétiser davantage le contenu du concept en déterminant les aspirations communes dont la réalisation profite à tous les africains, groupes et individus.

Nous pensons que l'objectif commun peut se résumer dans les quatre réalités suivantes : le développement démocratique des populations africaines par la réalisation de la démocratie dans l'ordre politique, économique, social et éducatif ; la standardisation du Régime de l'Assistance extérieure, sous ses principales formes : financière et technique ; la tranquillité publique sur toute la surface de l'Afrique par la lutte contre le terrorisme, la subversion, et les conflits divers entre États africains ; l'indépendance des territoires encore sous domination coloniale.

Il faut fixer les moyens généraux à utiliser pour la réalisation de ces aspirations « africaines ».

Nécessaires aussi sont les Organes ou Institutions à l'échelle de l'Afrique, qui veillent à l'unité de l'objectif et guident les aspirations communes, travaillent à la réalisation de ces dernières en mettant judicieusement en œuvre les moyens choisis. A ce sujet, Nous avons dès avant Addis-Abeba, souligné la place et la nécessité des organismes régionaux de coopération économique et technique.

Je ne parlerai pas de la nécessité d'une Constitution africaine: nous avons déjà la Charte d'Addis-Abeba.

Toutes ces exigences ont été ébauchées par la Conférence d'Addis-Abéba et se lisent au moins virtuellement dans la Charte de l'OIIA.

Il faut poursuivre la route et aller de l'avant. Nous estimons qu'il faut entre autres :

- que les objectifs notés dans la Charte soient détaillés dans un program-

- qu'à ce programme il faut prévoir un timing de réalisation ;
- que parmi les moyens à utiliser on ne peut négliger l'éveil dans les masses africaines de la conscience « Union des Africains » ;
- que la Charte d'Addis - Abéba soit davantage précisée de manière à pouvoir servir de cadre et d'inspiration aux Constitutions particulières de chaque Etat africain.

Et pour assurer cet avancement de de l'Afrique, de chacun des Etats africains et des Unions régionales vers une Unité africaine réelle, efficace et durable, il faut que l'Afrique soit guidée par des Leaders désintéressés, qui soient des chefs responsables compétents, forts, ouverts, réalistes et aptes à éviter toute tendance à la xénophobie ; sans quoi, l'aspiration à l'Union de l'Afrique sera considérablement handicapée même si le Secrétaire Général de l'OUA disposait des meilleurs experts.

Les Leaders de l'Afrique auront aussi à se rappeler le sens vrai des droits de l'homme et à appliquer concrètement à l'Afrique la Charte.

L'Afrique en effet, dans sa situation actuelle est convaincue que le droit à la libre association, à la liberté d'expression, rendu au concret, comporte aussi essentiellement le droit à la tranquillité, le droit à la connaissance au moins d'éléments devenus aujourd'hui nécessaires à l'épanouissement de l'homme, le droit de manger à sa faim, le droit à la vérité par une information objective; enfin tout ce que contient une Démocratie authentique constitue un droit pour le citoyen d'une Afrique en marche vers son Unité.

Et Nous sommes convaincus que ce n'est qu'au moment où les Leaders de l'Afrique, où les Organisations régionales, où les Organismes de coopération africaine, poseront sérieusement et sincèrement comme but le développement démocratique des masses populaires africaines et l'émancipation de tous les habitants de l'Afrique, que l'Unité africaine défiera les obstacles qui l'handicapent, pour devenir une réalité vécue.

Cette Unité africaine a devant elle un certain nombre d'obstacles et comporte une multitude de contradictions.

L'Afrique et ses Leaders, devons réaffirmer et résoudre les principales contradictions pratiques suivantes que je cite à titre d'exemple : la promotion des masses face au capitalisme libéral; la liberté vraie et un socialisme communiste ; une démocratie sans austerité individuelle et

sans une orientation par un Gouvernement à action décidée mais souples; un développement démocratique sans une discipline souple et effective; la tranquillité publique sans tolérance; une unité africaine sans largeur de vue haute et complètement désintéressée; l'authenticité de l'Afrique sans risque ou en confondant le réalisme avec l'action, ou plutôt l'acceptation, au jour le jour; une stabilité qui ne serait pas assurée de la collaboration libre des masses populaires; l'intermédiaire qu'est la Fonction Publique au sens large du terme; le dévouement à la réussite intérieure sans la neutralisation de la Subversion organisée par des groupes étrangers; le développement sans passer par l'assistance extérieure pourvue de garanties démocratiquement raisonnables mais non de privilèges protégés par l'une ou l'autre personnalité; l'émancipation de l'Afrique sans philosophie africaine, sans penseurs africains de l'Afrique et sans cadres techniques nationaux.

La liste n'est pas exhaustive et l'Afrique ne sera pas réellement émancipée ni unie effectivement, tant qu'une de ces contradictions n'aura pas trouvé une solution réaliste, ne fut-ce que partielle.

SUJETS PARTICULIERS

C'est pour promouvoir une vraie coopération entre les Peuples que le Rwanda réaffirme ses positions sur les problèmes concrets suivants:

— Le Gouvernement et le Peuple Rwandais veulent la décolonisation de toute l'Afrique et lutteront pour que soient instaurées toutes les conditions favorables à une décolonisation réelle, pacifique et rapide. La négociation est l'une de ces conditions, c'est la principale.

— Le Gouvernement et le Peuple Rwandais condamnent l'apartheid: en ce qui regarde les sanctions économiques, proposées contre l'Afrique du Sud, nous attirons l'attention de tous les esprits réalistes sur le danger possible que les dites sanctions puissent tourner plutôt au détriment des populations de couleur de l'intérieur de ce Pays: on peut en effet imaginer la possibilité que le Gouvernement de l'Afrique du Sud encaisse les sanctions sur le plan formel mais qu'il trouve une tactique qui les tourne aux désavantages. Nous pensons que là aussi la négociation patiente et les bons offices seront la voie réaliste d'une vraie solution d'un racisme apartheidiste.

— Le Gouvernement et le Peuple Rwandais sont favorables, en ce qui concerne les Investissements étrangers, à la constitution d'un Fonds international de garanties. Ce fond est de nature à rassurer plus solidement les investisseurs et à les déterminer plus rapidement à l'action.

C'est là une formule qui peut les dégager d'une série de préalables à complexes politiques et qui, on l'a vu, n'aboutissent guère à une action rapide décidée contre le sous-développement.

Prévenons toutefois que l'équilibre du Monde ne saurait attendre la mise en place effective de ce Fond de garantie et que somme toute n'en profiteront que ceux qui auront usé de hardiesse, d'humanité en se portant à notre secours contre le sous-développement.

— Le Gouvernement et le Peuple Rwandais approuvent totalement, en ce qui concerne les Réfugiés, la politique d'une libre option de la part des Réfugiés eux-mêmes: pour cela il faut dépolitiser le problème en coordonnant mieux les efforts de tous ceux qui sont intéressés à la solution du problème de la reprise de la vie normale des Réfugiés.

— Le Gouvernement et le Peuple Rwandais, en ce qui touche les problèmes de frontières croient que la lutte armée est une grave erreur qui coûte la vie à des centaines d'innocents. Là également la négociation sur la base de la Charte de l'OUA entre les Gouvernements intéressés est la seule solution valable.

Il faut surtout éviter qu'une infiltration subversive en ce domaine ne puisse retarder l'entente et l'unité africaine. Ce n'est pas parce qu'on serait assuré de l'appui de telle grande Puissance qu'on peut croire permise la perte de vies humaines.

Nous confirmons aussi nos prises de positions en ce sens au sujet des conflits somalo-éthiopiens, ou entre le Kenya et la Somalie.

— En ce qui concerne les pays divisés en deux zones sur bases idéologiques ou autres, le principe de l'autodétermination des Peuples doit être strictement observé; l'exemple des deux Chines ou des deux Allemagnes rentre sous ce principe. Nous pensons que les bons offices de l'ONU dégageraient une issue pacifique et mutuellement acceptable.

C'est sous la lumière de notre Loi Fondamentale que la Nation poursuit son programme de développement démocratique dont le mouvement a été imprimé au Pays par la Révolution de 1959-1960.

CONTRE LE NEOCOLONIALISME

Nous avons parlé de subversion, de néocolonialisme, ou de subversion néocolonialiste. Ce sont là des réalités malheureuses mais constatables.

La promotion d'une Afrique autonome a des adversaires: un certain nombre entre les ex-coloniaux sont restés impénitents; d'autres veulent tuer l'influence bénéfique que l'Occident a laissée sur l'Afrique; d'autres nourrissent des visées impérialistes sur une Afrique qu'ils veulent régenter en reprenant, sous une autre forme, la place laissée par la domination occidentale.

Ils mettent en oeuvre des moyens destinés à gêner les Leaders africains: la corruption, le noyautage, le dénigrement démagogique subtil et systématique, l'aide aux terrorismes; devant la pauvreté de l'Afrique en finances et en moyens d'équipement, ils avancent des conditions asservissantes. Voilà la subversion néocolonialiste dont parlent tous les Leaders et tous les Amis de l'Afrique.

L'Afrique et ses Leaders se défendent contre des généralisations hâtives ou tendancieuses: ils savent sans complexe reconnaître les fautes et les déficiences des africains eux-mêmes; ils savent faire la part des déficiences africaines et les méfaits du colonialisme; ils reconnaissent par exemple la nécessité de l'assistance de l'Occident mais s'efforcent aussi à réglementer celle-ci de façon qu'elle serve réellement à l'avancement des populations africaines; ils savent déceler les obstacles créés par la croissance interne de l'Afrique et ceux de provenance extérieure; ils reconnaîtront qu'ils ont de véritables amis à l'Occident et ailleurs qui veulent réellement le bien de l'Afrique, qui peuvent faire de faux pas comme tout le monde, qui peuvent se laisser guider par une interprétation incorrecte de

faits, qui peuvent ne pas connaître les détails de la vie et des aspirations africaines, mais qui sont des amis sincères de l'Afrique; les Leaders africains savent d'avance que des mésententes momentanées sont possibles; que ce n'est pas en quelques années d'indépendance que l'Afrique sera devenue un paradis terrestre; ils se rendent compte que malheureusement les troubles et les conflits qui caractérisent pour le moment l'Afrique se retrouvent sur toute la carte du Tiers-Monde.

Nous croyons qu'avec une attitude aussi réaliste, les Leaders et les Amis de l'Afrique lutteront tranquillement, contre les obstacles, feront l'Unité de l'Afrique sans isoler le Continent feront de cette Unité un moyen de promouvoir le développement démocratique des masses populaires africaines.

Les agents de l'assistance extérieure s'habituent eux à cette vue réaliste des choses et nous n'hésitons pas à dire que l'idée humaine de leur mission leur commande de contribuer pour leur part à combattre tous genres de néocolonialismes qui rendraient infructueux leurs si nobles efforts.

ENCOURAGEMENT A L'EFFORT DANS UNE LIBERTE DISCIPLINEE

En terminant ce Message, Nous voulons encourager chacun de vous et les différents groupes qui composent la Société Rwandaise.

Etrangers qui avez choisi de vous établir au Rwanda, vivez tranquillement et menez vos affaires de manière à contribuer au développement démocratique des populations.

Agents de l'Assistance technique, je désire vous renouveler la confiance que nous avons en vous; ne décevez pas le Gouvernement; il a besoin de vos services, et il compte sur chacun de vous.

Dans l'Histoire du Monde d'aujourd'hui, le groupe des agents de l'Assistance technique a un rôle particulier et capital, c'est une véritable mission humaine: les Dirigeants du secteur sous-développé du Monde, nous en avons la conscience, vous devez en avoir un grand respect et travailler en conséquence et avec courage.

Le courage vous l'avez, Messieurs les techniciens belges, Messieurs les techniciens suisses, Messieurs les techniciens allemands, Messieurs les experts de l'ONU, Messieurs les Professeurs canadiens, Messieurs les experts chinois, gardez ce courage au travail et soyez convaincus que votre exemple constitue pour la population une autre forme d'aide au développement national.

Votre rôle est grand à ce stade de l'Histoire du Tiers-Monde: ne défaillez pas. Ne décevez pas la confiance que nous avons en chacun de vous.

A vos Pays développés: ou aux Organismes de coopération qui vous ont envoyés: nous disons: le Rwanda et son Gouvernement ne peuvent que profiter de la Fête du Travail, pour vous remercier de ce que vous faites en faveur de son développement.

Les résultats de votre précieuse Assistance apparaissent trop lentement mais ils sont réels; le chemin du développement de nos populations encore encore long; aussi renouvelons-nous notre appel à votre sens de la solidarité humaine; gardez aux pays sous-développés votre aide et votre assistance; cette opération de solidarité et d'équilibre est loin de toucher à sa fin.

Et vous, Chers Concitoyens, avec le bon sens et le calme qui vous caractérise, redoublez vos efforts au travail dans la gaieté, dans une liberté disciplinée, dans un esprit de coopération fraternelle pour le développement de notre Pays. Ayez confiance dans l'avenir d'une Afrique qui s'émancipe, qui concrétise la solidarité humaine et qui progresse.

La Banque Commerciale du Rwanda Communique

La BANQUE COMMERCIALE DU RWANDA «CORWABANK» porte à la connaissance du public que la banque bank, A.G. est désormais associée à la BANQUE COMMERCIALE DU RWANDA par le truchement de la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LES PAYS D'OUTRE-MER «SFOM» à Genève.

La COMMERZBANK A.G. sera représentée dans le Conseil d'Administration de la BANQUE COMMERCIALE DU RWANDA.

Cette association de la COMMERZBANK A.G. à la BANQUE COMMERCIALE DU RWANDA complètera par un partenaire allemand le patronage international de la CORWABANK actuellement composé de la BANQUE LAMBERT, BANK OF AME-

RICA et BANCA D'AMERICA et D'ITALIA, et de la BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE.

La SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LES PAYS D'OUTRE-MER et sa banque à Genève, la UNITED OVERSEAS BANK, ont en Afrique le réseau de filiales suivant:

Rwanda: Banque Commerciale du Rwanda;

Congo (Léopoldville): Société Congolaise de Banque;

Burundi: Banque du Rwanda-Urundi; Kenya, Tanganyika, Uganda: Commercial Bank of Africa Ltd.;

Sénégal: Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal;

Côte d'Ivoire: Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la

Côte d'Ivoire;

Cameroun: Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Cameroun;

Congo (Brazzaville): Banque Internationale pour Commerce et l'Industrie du Congo.

The BANQUE COMMERCIALE DU RWANDA informs the public that the COMMERZBANK A. G. is from now on associated to the BANQUE COMMERCIALE DU RWANDA through the FINANCIAL CORPORATION FOR OVERSEAS COUNTRIES in Geneva.

The COMMERZBANK A. G. will be represented on the Board of Directors of the BANQUE COMMERCIALE DU RWANDA.

Message du Président Kayibanda a l'occasion du 1^{er} mai 1964

Mes chers concitoyens,

L'activité de l'Afrique au cours de ces semaines Nous donne en ce premier mai l'occasion de faire cette déclaration à laquelle Nous attachons dans le présent comme pour l'avenir une importance d'autant plus considérable que beaucoup de ses éléments représentent des réalités qui Nous sont chères.

VISAGE DE L'AFRIQUE

Trois principaux signes marquent le visage de l'Afrique et influent sur la vie nationale de chacun des Etats africains.

— Il y a cette activité internationale à laquelle l'Afrique se livre avec un enthousiasme aussi jeune que réaliste; on la remarque dans les différentes réunions, dans les conférences à des niveaux divers; dans la concrétisation toujours plus précises des ordres du jours de ces réunions. L'UAMCE se réunit, l'OUA se réunit. Après Addis-Abebba c'est Cotonou, Dar-es-Salaam, Lagos, Tananarive, Dakar, qui réunissent les Ministres ou les Chefs d'Etat, sans parler des Commissions d'experts qui étudient des problèmes aussi divers, complexes, qui sont nécessaires à la promotion de l'Afrique.

On aborde les relations internationales, le problème des télécommunications, les problèmes que posent le Développement économique ou la formation des cadres nationaux.

Certaines Conférences commencent même à voir l'Afrique dans ses réalités de chaque jour. on se penche sur les problèmes concernant le Développement communautaire et la promotion des masses et ceux relatifs à la Subversion tenue par des intérêts étrangers, ceux concernant les néocolonialismes de tendances idéologiques, ou l'exploitation économique, ceux relatifs aux nécessités d'une coopération entre Etats, qui répondent aux besoins réels de l'Afrique actuelle.

Toute cette activité devait marquer une Afrique indépendante et soucieuse

de jouer son rôle dans l'Histoire contemporaine.

— Il y a en second lieu le régime de l'Assistance extérieure sous toutes ses formes; en particulier l'assistance technique.

Cette assistance est nécessaire étant donné l'état du développement actuel de l'Afrique, vu les conditions dans lesquelles chaque Etat a accédé à son Indépendance, vu aussi la nécessité de réaliser l'équilibre de l'Histoire contemporaine de l'Humanité.

Mais l'assistance extérieure pose aussi des problèmes d'importance capitale dans une Afrique qui se veut authentique et qui tient à apporter sa contribution à l'Histoire du Monde d'aujourd'hui.

Il s'agit certes d'être réaliste et d'utiliser un régime imparfait mais inévitable; il s'agit de dégager et d'émanciper la volonté africaine, il s'agit que ce soit les leaders africains qui dirigent réellement l'Afrique et non un Paternalisme intéressé et subtilement camouflé sous le manteau nécessaire de l'Assistance extérieure; il s'agit, aussi sans se laisser manœuvrer par un néocolonialisme étudié, de faire la part due à l'intérêt légitime des pays assistants.

Ce phénomène de l'Assistance extérieure qui est le régime général du Tiers-Monde, marque particulièrement l'Afrique contemporaine toute entière. S'il n'est pas orienté de manière à servir l'Afrique, l'Afrique en sera asservie.

— Le troisième signe qui marque le visage de l'Afrique contemporaine, ce sont les sollicitations dont l'Afrique actuelle est l'objet. Les divers « Blocs », les différentes idéologies, les divers régimes socio-économiques se disputent la conduite de l'Afrique. Chacun de ces groupes dresse la carte de son Afrique, pointe ses positions stratégiques, ses centres de rayonnement; chacun de ces groupes a ses moyens d'action: l'un procède délicatement, l'autre emploie la force, l'un utilisera la corruption et la subversion à l'intérieur; l'un agira par voie diplomatique, l'autre incarnera ses missionnaires dans la vie même des organes nationaux, l'un feindra

aller sans discuter dans le sens des résolutions des Conférences africaines, l'autre prétendra aider les Africains à s'orienter suivant des méthodes « vraiment » techniques; l'un travaillera d'archepied à la dislocation et à la chute des équipes gouvernementales qu'il n'arrive pas à régenter, l'autre s'y fera des amis et des complices; l'un feindra ne pas s'entendre avec l'autre et les deux se seront partagés le programme de naufrage.

Mais tous sollicitent l'Afrique à être un séide utile et toujours obéissant, contrairement à la volonté des amis de l'Afrique.

Voilà schématiquement décrits les trois signes qui marquent l'Afrique contemporaine. Ils posent des problèmes aux Leaders africains.

NOTRE LOI FONDAMENTALE

Comme réaction en face de cet état africain des choses, le Président et le Gouvernement Rwandais poursuivent leur programme dont la loi fondamentale reste toujours le relèvement des niveaux de vie des masses populaires rwandaises ouvrières et surtout paysannes, ainsi que la promotion d'une coopération concrète et fraternelle entre les Peuples.

Cette loi que nous avons donnée à Notre Action, Nous est chère et reste à la base de toutes nos activités tant sur le plan intérieur que sur le plan international. Elle commande toutes nos démarches tant sur place que dans les organismes de l'UAMCE, dans ceux de l'OUA et dans ceux de l'ONU.

Cette loi commande toutes nos relations diplomatiques ainsi que notre attitude envers les Ex-seigneurs féodaux émigrés lors de la Révolution socio-politique qui a libéré le Peuple Rwandais en 1959-1960.

Tout en condamnant publiquement et sans aucune équivoque toute atteinte à la vie et aux biens de chacun des citoyens, Nous restons fidèles à l'idéal de démocratie et de liberté qui a présidé au Mouvement hutu pendant la révolution de 1959.

Dans la poursuite de notre objectif, nous restons socialistes : c'est-à-dire que voulant valoriser davantage le sens coopératif africain, respectueux d'une liberté disciplinée, poursuivant l'établissement d'une démocratie authentique à tous les plans de la vie nationale, nous voulons l'élévation du standing de la matérielle, spirituelle et sociale des populations, ouvrières et paysannes de notre Pays; c'est-à-dire que l'Etat règlera le Capital de manière que celui-ci rende à la Communauté Nationale le maximum de son rôle social, au sens plein, moderne et dynamique du terme, c'est-à-dire que l'Etat s'efforcera, avec le Budget dont il peut disposer, d'organiser le plus possible de Services publics, pour la promotion réellement démocratique de la Communauté Nationale, en nous réglant sur les exigences du parti national et sur les droits fondamentaux de la personne humaine.

C'est pour cet objectif que Nous avons, dès octobre 1960, début du Gouvernement provisoire et autonome, décidé de pratiquer une politique d'austérité ou pour mieux dire, de réalisme, condamnant dans notre conduite tout luxe, toute dépense au dessus des moyens réels du Pays, toute perte de temps et d'argent dans une série de pratiques protocolaires même traditionnellement respectables, ainsi qu'en ajustant tous les traitements aux ressources réelles de la Caisse publique.

C'est dans le souci de promouvoir sur des bases démocratiques le standing des masses populaires que Nous avons, tout en structurant un appareil administratif pas trop lourd, consacré tous nos efforts à l'avancement d'une Economie autonome, et d'une infrastructure technique qui puisse être suffisante en tous les domaines et à tous les plans; convaincus que ces deux réalités se tiennent se conditionnent, une économie pour la collectivité nationale étant une hypocrisie si elle ne dispose de services publics jouissant de bonnes conditions.

Notre Message du 1^{er} mai 1963 et nos différentes Instructions adressées à l'Administration du Pays, précisant et déterminant le côté pratique de ce Message, les différentes Initiatives du Gouvernement Rwandais au cours de l'année écoulée, marquent notre volonté socialiste au sens non démagogique de la Réalité Socialiste.

C'est pour atteindre notre objectif que Nous nous sommes, en fin de compte résignés à résider les accords de coopération avec l'Etat rundi, à qui nous assurons une fraternité à laquelle Nous tiendrons de toutes nos forces.

C'est pour atteindre l'objectif National, que Mon Gouvernement étudie aujourd'hui les formules de coopération économique et technique avec les Pays limitrophes : l'Uganda, le Congo le Burundi, le Tanganyika, et veut faire à ces derniers des propositions concrètes d'une coopération réaliste en ce qui concerne notamment les relations commerciales et la collaboration du système monétaire africain.

C'est pour arriver à cette élévation du standing des populations du Pays que Nous n'avons cessé de promouvoir le souci de la paix et de la tranquillité en Afrique, le souci d'une indépendance réelle dans les domaines économiques et idéologiques et celui de la formation des cadres socio-techniques, et que Nous invitons non seulement tous les Pays africains mais tous les Etats du Tiers - Monde à s'entendre sur un statut standard du régime de l'Assistance extérieure, technique et financière.

C'est pour cet objectif que nous ne cesserons de condamner toute ingérence des forces économiques, politiques ou idéologiques étrangères qui soutiennent des luttes armées, qui financent les terrorismes ou la Subversion en Afrique et qui aboutissent ainsi à des guerres fratricides, lesquelles distraient des populations entières du souci de leur développement; le néocolonialisme sous quelque couleur qu'il soit, sous

quelque subtilité qu'il se présente ne sera cependant pas accepté par les populations africaines.

C'est pour atteindre l'élévation du standing de vie des Masses que Nous nous refusons farouchement à toute manœuvre tendant à créer des problèmes, à fomentier des conflits entre deux Gouvernements africains et que Nous voulons promouvoir une législation qui, tout en tenant compte des exigences légitimes des investissements étrangers dont nous avons besoin, soit authentiquement africaine et adaptée aux réalités auxquelles l'Afrique doit faire face pour réaliser démocratiquement le progrès de ses habitants. Tout posédant honnête et ayant le vrai sens de la solidarité humaine ne manquera pas de nous comprendre et de faire route avec Nous.

C'est pour cet objectif que Nous n'avons cessé de promouvoir l'élargissement du concept de « la Fonction Publique », et que nous demandons toujours aux membres de celle-ci non seulement d'accroître leurs compétences, mais aussi de se garder de toute manœuvre qui approche la corruption et de toute tentation à l'embourgeoisement ou à l'égoïsme. Nous considérons ces attitudes comme une trahison infame et comme une complicité au mouvement néocolonialiste. Si Nous tenons à une Fonction Publique compétente, Nous tenons aussi que dans l'Afrique d'aujourd'hui une Administration qui ne serait pas honnête, des forces de l'Ordre qui ne seraient pas correctes, une Justice qui ne serait pas d'une intégrité farouche exposent l'Afrique à retomber dans des féodalités néocolonialistes qui renient la démocratie et trahissent donc aussi les masses populaires africaines.

C'est pour cet objectif que Nous dénonçons et que Nous ne cesserons de combattre tous les handicaps au développement démocratique des masses populaires africaines.

Parmi ces handicaps il y a lieu de marquer entre autres les trois suivants :

— La légèreté de certains éléments égoïstes qui croient qu'une Dictature est chose facile et qui par là font preuve d'un égoïsme rétrograde et d'une ignorance totale de la maturité actuelle du Monde du XX^{ème} siècle.

— Le noyautage du Régime de l'Assistance technique laquelle peut se laisser travailler par la subversion ou le néocolonialisme.

A propos de ces deux phénomènes, Nous nous permettons de signaler qu'il ne faudra jamais généraliser ni exagérer le danger, ni non plus rejeter injustement sur autrui les déficiences des Africains eux-mêmes.

— La Subversion : les guerres de tout genre, ou de simples conflits qu'avec une légère dose de prudence, de tolérance ou de négociation on pourrait éviter.

En observant de près la carte actuelle de l'Afrique on se rendra aisément compte des moyens que met en œuvre la Subversion : c'est en ordre principal la fomentation des tribalismes, l'armement de réfugiés, la corruption, l'organisation camouflée de terrorismes et de guerillas, l'égarement de l'opinion des Africains par une information subtilement falsifiée.

Ce sont là des handicaps au développement démocratique et suivi; nous ne cesserons de les combattre en collaboration avec tous les Leaders et tous les vrais Amis de l'Afrique.

C'est pour assurer démocratiquement l'élévation des niveaux de vie de la population que le Gouvernement ne cesse de soutenir l'effort et l'enthousiasme de tous les habitants du Pays, d'encourager toute initiative sérieuse de développement économique, social ou culturel, et de mobiliser toute la population de manière que la conjonction de ses efforts avec la contribution extérieure réside dans les délais

normaux les diverses étapes vers le développement que nous désirons.

UNITE AFRICAINE

C'est pour la promotion des masses populaires africaines et la promotion d'une coopération internationale effective que nous ne cesserons de nous dévouer à l'Unité africaine. L'idéal se matérialise de plus en plus. Il faut seulement accepter les unions régionales, donner le temps aux organismes spécialisés régionaux de s'élargir à la mesure de toute l'Afrique et travailler à cet élargissement.

Et pour assurer cette Unité africaine, il faut également, si nous voulons réussir, être pratiques et donc concrétiser davantage le contenu du concept en déterminant les aspirations communes dont la réalisation profite à tous les africains, groupes et individus.

Nous pensons que l'objectif commun peut se résumer dans les quatre réalités suivantes : le développement démocratique des populations africaines par la réalisation de la démocratie dans l'ordre politique, économique, social et éducatif; la standardisation du Régime de l'Assistance extérieure, sous ses principales formes : financière et technique; la tranquillité publique sur toute la surface de l'Afrique par la lutte contre le terrorisme, la subversion, et les conflits divers entre Etats africains; l'indépendance des territoires encore sous domination coloniale.

Il faut fixer les moyens généraux à utiliser pour la réalisation de ces aspirations « africaines ».

Nécessaires aussi sont les Organes ou Institutions à l'échelle de l'Afrique, qui veillent à l'unité de l'objectif et guident les aspirations communes, travaillent à la réalisation de ces dernières en mettant judicieusement en œuvre les moyens choisis. A ce sujet, Nous avons dès avant Addis-Abéba, souligné la place et la nécessité des organismes régionaux de coopération économique et technique.

Je ne parlerai pas de la nécessité d'une Constitution africaine; nous avons déjà la Charte d'Addis-Abéba.

Toutes ces exigences ont été ébauchées par la Conférence d'Addis-Abéba et se lisent au moins virtuellement dans la Charte de l'OUA.

Il faut poursuivre la route et aller de l'avant. Nous estimons qu'il faut entre autres :

— que les objectifs notés dans la Charte soient détaillés dans un programme concret;

— qu'à ce programme il faut prévoir un timing de réalisation;

— que parmi les moyens à utiliser on ne peut négliger l'éveil dans les masses africaines de la conscience « Union des Africains »;

— que la Charte d'Addis-Abéba soit davantage précisée de manière à pouvoir servir de cadre et d'inspiration aux Constitutions particulières de chaque Etat africain.

Et pour assurer cet avancement de l'Afrique, de chacun des Etats africains et des Unions régionales vers une Unité africaine réelle, efficace et durable, il faut que l'Afrique soit guidée par des Leaders désintéressés, qui soient des chefs responsables compétents, forts, ouverts, réalistes et aptes à éviter toute tendance à la xénophobie; sans quoi, l'aspiration à l'Union de l'Afrique sera considérablement handicapée même si le Secrétariat Général de l'OUA dispose de meilleurs experts.

Les Leaders de l'Afrique auront aussi à se rappeler le sens vrai des droits de l'homme et à appliquer concrètement à l'Afrique la Charte.

L'Afrique en effet, dans sa situation actuelle est convaincue que le droit à la libre association, à la liberté d'expression, rendu au concret, comporte aussi essentiellement le droit à la tranquillité, le droit à la connaissance au moins d'éléments devenus aujourd'hui nécessaires à l'épanouissement de l'homme, le droit de manger à sa faim, le droit à la vérité par une information objective; enfin tout ce que contient une Démocratie authentique constitue un droit pour le citoyen d'une Afrique en marche vers son Unité.

Et Nous sommes convaincus que ce n'est qu'au moment où les Leaders de l'Afrique, où les Organisations régionales, où les Organismes de coopération africaine, poseront sérieusement et sincèrement comme but le développement démocratique des masses populaires africaines et l'émancipation de tous les habitants de l'Afrique, que l'Unité africaine défilera les obstacles qui l'handicapent, pour devenir une réalité vécue.

Cette Unité africaine a devant elle un certain nombre d'obstacles et comporte une multitude de contradictions.

L'Afrique et ses Leaders, devons réaliser et résoudre les principales contradictions pratiques suivantes que je cite à titre d'exemple : la promotion des masses face au capitalisme libéral; la liberté vraie et un socialisme communiste; une démocratie sans austérité individuelle et collective; le développement intégral

sans une orientation par un Gouvernement à action décidée mais souples; un développement démocratique sans une discipline souple et effective; la tranquillité publique sans tolérance; une unité africaine sans largeur de vue haute et complètement désintéressée; l'authenticité de l'Afrique sans risque ou en confondant le réalisme avec l'action, ou plutôt l'acceptation, au jour le jour; une stabilité qui ne serait pas assurée de la collaboration libre des masses populaires; l'intermédiaire qu'est la Fonction Publique au sens large du terme; le dévouement à la réussite intérieure sans la neutralisation de la Subversion organisée par des groupes étrangers; le développement sans passer par l'assistance extérieure pourvue de garanties démocratiquement raisonnables mais non de privilèges protégés par l'une ou l'autre personnalité; l'émancipation de l'Afrique sans philosophie africaine, sans penseurs africains de l'Afrique et sans cadres techniques nationaux.

La liste n'est pas exhaustive et l'Afrique ne sera pas réellement émancipée ni unie effectivement, tant qu'une de ces contradictions n'aura pas trouvé une solution réaliste, ne fut-ce que partielle.

SUJETS PARTICULIERS

C'est pour promouvoir une vraie coopération entre les Peuples que le Rwanda réaffirme ses positions sur les problèmes concrets suivants :

— Le Gouvernement et le Peuple Rwandais veulent la décolonisation de toute l'Afrique et lutteront pour que soient instaurées toutes les conditions favorables à une décolonisation réelle, pacifique et rapide. La négociation est l'une de ces conditions, c'est la principale.

— Le Gouvernement et le Peuple Rwandais condamnent l'apartheid; en ce qui regarde les sanctions économiques, proposées contre l'Afrique du Sud, nous attirons l'attention de tous les esprits réalistes sur le danger possible que les dites sanctions puissent tourner plutôt au détriment des populations de couleur de l'intérieur de ce Pays; on peut en effet imaginer la possibilité que le Gouvernement de l'Afrique du Sud encaisse les sanctions sur le plan formel mais qu'il trouve une tactique qui les tourne aux désavantages. Nous pensons que là aussi la négociation patiente et les bons offices seront la voie réaliste d'une vraie solution d'un racisme apartheidiste.

— Le Gouvernement et le Peuple Rwandais sont favorables, en ce qui concerne les Investissements étrangers, à la constitution d'un Fonds international de garanties. Ce fond est de nature à rassurer plus solidement les investisseurs et à les déterminer plus rapidement à l'action.

C'est là une formule qui peut les dégager d'une série de préalables à complexes politiques et qui, on l'a vu, n'aboutissent guère à une action rapide décidée contre le sous-développement.

Prévenons toutefois que l'équilibre du Monde ne saurait attendre la mise en place effective de ce Fond de garantie et que somme toute n'en profiteront que ceux qui auront usé de hardiesse, d'humanité en se portant à notre secours contre le sous-développement.

— Le Gouvernement et le Peuple Rwandais approuvent totalement, en ce qui concerne les Réfugiés, la politique d'une libre option de la part des Réfugiés eux-mêmes; pour cela il faut dépolitiser le problème en coordonnant mieux les efforts de tous ceux qui sont intéressés à la solution du problème de la reprise de la vie normale des Réfugiés.

— Le Gouvernement et le Peuple Rwandais, en ce qui touche les problèmes de frontières croient que la lutte armée est une grave erreur qui coûte la vie à des centaines d'innocents. Là également la négociation sur la base de la Charte de l'OUA entre les Gouvernements intéressés est la seule solution valable.

Il faut surtout éviter qu'une infiltration subversive en ce domaine ne puisse retarder l'entente et l'unité africaine. Ce n'est pas parce qu'on serait assuré de l'appui de telle grande Puissance qu'on peut croire à la mise la perte de vies humaines.

Nous confirmons aussi nos prises de positions en ce sens au sujet des conflits somalo-éthiopiens, ou entre le Kenya et la Somalie.

— En ce qui concerne les pays divisés en deux zones sur bases idéologiques ou autres, le principe de l'autodétermination des Peuples doit être strictement observé; l'exemple des deux Chines ou des deux Allemagnes rentre sous ce principe. Nous pensons que les bons offices de l'ONU dégageraient une issue pacifique et mutuellement acceptable.

C'est sous la lumière de notre Loi Fondamentale que la Nation poursuit son programme de développement démocratique dont le mouvement a été imprimé au Pays par la Révolution de 1959-1960.

CONTRE LE NEOCOLONIALISME

Nous avons parlé de subversion, de néocolonialisme, ou de subversion néocolonialiste. Ce sont là des réalités, malheureuses mais constatables.

La promotion d'une Afrique autonome a des adversaires: un certain nombre entre les ex-coloniaux sont restés impénitents; d'autres veulent tuer l'influence bénéfique que l'Occident a laissée sur l'Afrique; d'autres nourrissent des visées impérialistes sur une Afrique qu'ils veulent régenter en reprenant, sous une autre forme, la place laissée par la domination occidentale.

Ils mettent en oeuvre des moyens destinés à gêner les Leaders africains: la corruption, le noyautage, le dénigrement démagogique subtil et systématique, l'aide aux terrorismes; devant la pauvreté de l'Afrique en finances et en moyens d'équipement, ils avancent des conditions asservissantes. Voilà la subversion néocolonialiste dont parlent tous les Leaders et tous les Amis de l'Afrique.

L'Afrique et ses Leaders se défendent contre des généralisations hatives ou tendancieuses: ils savent sans complexe reconnaître les fautes et les déficiences des africains eux-mêmes; ils savent faire la part des déficiences africaines et les méfaits du colonialisme; ils reconnaissent par exemple la nécessité de l'assistance de l'Occident mais s'efforcent aussi à régler entre eux de façon qu'elle serve réellement à l'avancement des populations africaines; ils savent déceler les obstacles créés par la croissance interne de l'Afrique et ceux de provenance extérieure; ils reconnaîtront qu'ils ont de véritables amis à l'Occident et ailleurs qui veulent réellement le bien de l'Afrique, qui peuvent faire de faux pas comme tout le monde, qui peuvent se laisser guider par une interprétation incorrecte des

faits, qui peuvent ne pas connaître les détails de la vie et des aspirations africaines, mais qui sont des amis sincères de l'Afrique; les Leaders africains savent d'avance que des mésententes momentanées sont possibles; que ce n'est pas en quelques années d'indépendance que l'Afrique sera devenue un paradis terrestre; ils se rendent compte que malheureusement les troubles et les conflits qui caractérisent pour le moment l'Afrique se retrouvent sur toute la carte du Tiers-Monde.

Nous croyons qu'avec une attitude aussi réaliste, les Leaders et les Amis de l'Afrique lutteront tranquillement, contre les obstacles, feront l'Unité de l'Afrique sans isoler le Continent feront de cette Unité un moyen de promouvoir le développement démocratique des masses populaires africaines.

Les agents de l'assistance extérieure s'habituent eux à cette vue réaliste des choses et nous n'hésitons pas à dire que l'idée humaine de leur mission leur commande de contribuer pour leur part à combattre tous genres de néocolonialismes qui rendraient infructueux leurs si nobles efforts.

ENCOURAGEMENT A L'EFFORT DANS UNE LIBERTE DISCIPLINEE

En terminant ce Message, Nous voulons encourager chacun de vous et les différents groupes qui composent la Société Rwandaise.

Etrangers qui avez choisi de vous établir au Rwanda, vivez tranquillement et menez vos affaires de manière à contribuer au développement démocratique des populations.

Agents de l'Assistance technique, je désire vous renouveler la confiance que nous avons en vous; ne décevez pas le Gouvernement; il a besoin de vos services, et il compte sur chacun de vous.

Dans l'Histoire du Monde d'aujourd'hui, le groupe des agents de l'Assistance technique a un rôle particulier et capital, c'est une véritable mission humaine: les Dirigeants du secteur sous-développé du Monde, nous en avons la conscience, vous devez en avoir un grand respect et travailler en conséquence et avec courage.

Le courage vous l'avez, Messieurs les techniciens belges, Messieurs les techniciens suisses, Messieurs les techniciens allemands, Messieurs les experts de l'ONU, Messieurs les Professeurs canadiens, Messieurs les experts chinois, gardez ce courage au travail et soyez convaincus que votre exemple constitue pour la population une autre forme d'aide au développement national.

Votre rôle est grand à ce stade de l'Histoire du Tiers-Monde: ne décevez pas. Ne décevez pas la confiance que nous avons en chacun de vous.

A vos Pays développés; ou aux Organismes de coopération qui vous ont envoyés: nous disons: le Rwanda et son Gouvernement ne peuvent que profiter de la Fête du Travail, pour vous remercier de ce que vous faites en faveur de son développement.

Les résultats de votre précieuse Assistance apparaissent trop lentement mais ils sont réels; le chemin du développement de nos populations encore encore long; aussi renouvelons-nous notre appel à votre sens de la solidarité humaine; gardez aux pays sous-développés votre aide et votre assistance; cette opération de solidarité et d'équilibre est loin de toucher à sa fin.

Et vous, Chers Concitoyens, avec le bon sens et le calme qui vous caractérise, redoublez vos efforts au travail dans la gaieté, dans une liberté disciplinée, dans un esprit de coopération fraternelle pour le développement de notre Pays. Ayez confiance dans l'avenir d'une Afrique qui s'émancipe, qui concrétise la solidarité humaine et qui progresse.

La Banque Commerciale du Rwanda Communiqué

La BANQUE COMMERCIALE DU RWANDA «CORWABANK» porte à la connaissance du public que la banque bank, A.G. est désormais associée à la BANQUE COMMERCIALE DU RWANDA par le truchement de la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LES PAYS D'OUTRE-MER «SFOM» à Genève.

La COMMERZBANK A.G. sera représentée dans le Conseil d'Administration de la BANQUE COMMERCIALE DU RWANDA.

Cette association de la COMMERZBANK A.G. à la BANQUE COMMERCIALE DU RWANDA complètera par un partenaire allemand le patronage international de la CORWABANK actuellement composé de la BANQUE LAMBERT, BANK OF AME-

RICA et BANCA D'AMERICA et D'ITALIA, et de la BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE.

La SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LES PAYS D'OUTRE-MER et sa banque à Genève, la UNITED OVERSEAS BANK, ont en Afrique le réseau de filiales suivant:

Rwanda: Banque Commerciale du Rwanda;

Congo (Léopoldville): Société Congolaise de Banque;

Burundi: Banque du Rwanda-Urundi; Kenya, Tanganyika, Uganda: Commercial Bank of Africa Ltd.;

Sénégal: Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal; Côte d'Ivoire: Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la

Côte d'Ivoire;

Cameroun: Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Cameroun;

Congo (Brazzaville): Banque Internationale pour Commerce et l'Industrie du Congo.

The BANQUE COMMERCIALE DU RWANDA informs the public that the COMMERZBANK A. G. is from now on associated to the BANQUE COMMERCIALE DU RWANDA through the FINANCIAL CORPORATION FOR OVERSEAS COUNTRIES in Geneva.

The COMMERZBANK A. G. will be represented on the Board of Directors of the BANQUE COMMERCIALE DU RWANDA.